

CARTE JEUNE, CARTE VERMEIL, MÊME COMBAT !

Etudiant.e.s, jeunes embauché.e.s.... face à la réforme des retraites, la précarité, de plus en plus prégnante dans la vie, obsède toutes les générations.

8 novembre 2019, 14 h 50 : un jeune étudiant de vingt-deux ans s'asperge d'essence et met le feu à ses vêtements devant le siège lyonnais du Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires). « [...] Cette année, je n'avais pas de bourses et, même quand j'en avais, 450 euros par mois, est-ce suffisant pour vivre ? [...] Et après ces études, combien de temps devons-nous travailler, cotiser pour une retraite décente ? Pourrons-nous cotiser avec un chômage de masse ? [...] » C'est par ces mots que A. explique son geste, politique, dans un message posté sur facebook et qui sera repris dans nombre de manifestations spontanées qui se dérouleront après son immolation. La précarité tue à force d'user la volonté, la capacité à étudier, à force de voler l'avenir.

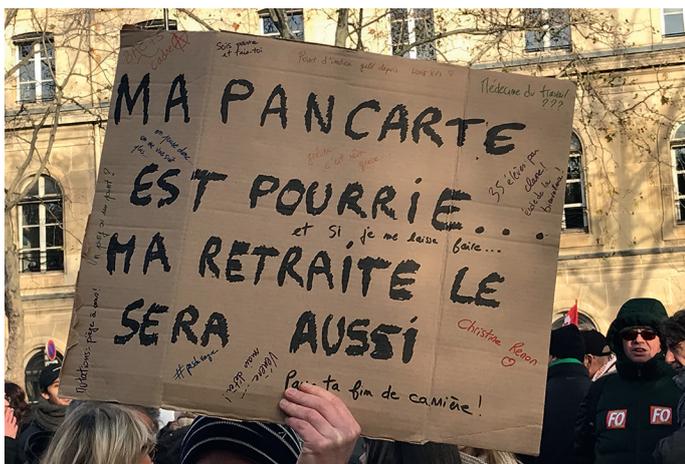
« On ne peut pas sacrifier les futures générations. On ne peut pas dire aux jeunes qui sortent de l'université qu'ils vont travailler jusqu'à soixante-dix ou soixante-quinze ans, alors que nous on partira à soixante-deux. La solidarité, ce n'est pas de dire aux jeunes de se débrouiller ». Ces mots de Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, sont prononcés à Clermont-Ferrand dans les heures qui suivent le suicide de A. 11 décembre 2019, 12 h. Edouard Philippe dévoile les propositions du gouvernement après plusieurs journées de mobilisation et de grève dans le secteur public des transports, de la santé, de l'éducation, de l'énergie... En guise de solidarité, il propose : une réforme applicable dans sa totalité à partir de la génération née en 1975 ; une réforme sous forme de malus quasi immédiat (2022) pour ceux qui voudraient partir avant l'âge de soixante-quatre ans ; une réforme des régimes spéciaux en renvoyant dès maintenant les discussions dans les branches professionnelles.

Survivre avec son salaire, vivre avec ses primes

Le décor est planté, la solidarité rejetée. Ceux qui ont quarante-cinq ans aujourd'hui et les générations qui suivront feront les frais d'une politique qui met en avant la suprématie de l'économie sur les besoins de la société. Car, l'objectif du gouvernement a toujours été de contenir le montant des retraites à 14 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Ceux qui auront plus de moyens iront chez un banquier ou un assureur privé pour se créer un petit magot, par capitalisation ; les autres devront se contenter de leurs points.

Dans les manifestations comme dans les entreprises, la précarité est au cœur des actions de cette fin 2019. Jeunes et moins jeunes en ont une peur terrible et/ou une connaissance intime. Pour Pomme*, 27 ans, en alternance à EDF en 2015, embauchée en 2017 son bac plus deux en poche,

« La solidarité, ce n'est pas de dire aux jeunes de se débrouiller »



Des jeunes persuadés qu'ils.elles ne percevront jamais de retraite

Avec Framboise*, c'est une autre vie qui se dessine. Actuellement en période d'essai dans une unité d'EDF, cette jeune ingénieure de vingt-quatre ans, tout juste sortie de son école, pose un regard tantôt critique, tantôt favorable sur le projet présenté par le gouvernement. « Comme c'est le sujet dont tout le monde parle, je m'y intéresse aussi mais, très franchement, je pense plutôt à mes missions, à mon plan de carrière et à mon salaire. Statistiquement, je fais partie d'une génération qui va connaître plusieurs emplois durant sa vie active ». Elle poursuit : « je pars du postulat que, ma retraite, je vais devoir la construire moi-même ; je ne vais pas attendre que le système m'y aide. Donc la capitalisation fait sens pour améliorer un niveau de revenu ».

Pendant, la façon dont le gouvernement traite ce dossier pose question à Framboise : « Pendant des mois il a été impossible d'obtenir des informations à propos du point. Le gouvernement s'est montré très attentiste. La clause du grand-père présentée dans les médias est aberrante ». Ce qui la choque peut-être encore plus, c'est de voir que « les deux bouts de la chaîne ne fonctionnent pas bien. D'un côté on dit aux jeunes qui cherchent du travail vous manquez d'expérience, et de l'autre, on fait du report de l'âge de la retraite un remède miracle. Au

« franchement, c'est pas facile ! J'imagine devoir travailler jusqu'à soixante-huit ans ; c'est loin, je serai vieille, j'aurai pas grand-chose ! ». Avec ses 1 474 euros mensuels nets, Pomme arbitre chaque mois dans son budget. « Le logement représente plus de 50 % de ma paye, j'ai un petit crédit de quatre-vingt-dix euros, les assurances, la nourriture, c'est tout mon salaire qui part en charges fixes ». En fait, Pomme vit réellement avec ses heures supplémentaires versées sous forme de primes trimestrielles (entre 600 et 800 euros) et son treizième mois. « Et je ne suis pas à plaindre » tient-elle à préciser. « En Île de France, le coût de la vie est très élevé, tout est plus cher ; le futur me ferait moins peur si je pouvais retourner en province ». Le 5 décembre, Pomme n'a pas fait grève. « Financièrement, cela m'est impossible ».

Prune* en revanche s'est déclarée gréviste : « ma mère est agent hospitalier, j'ai des ami.e.s à la RATP... ». Elle partage avec Pomme l'âge, le niveau d'étude, mais, elle, est maman célibataire et dans l'entreprise depuis sept ans. Elle perçoit 1 300 euros nets par mois. Sa préoccupation immédiate, ce sont ses fins de mois. « La retraite, c'est un sujet qui me paraît à la fois lointain et inatteignable pour moi, et en même temps, dans mon entourage, j'ai des petites retraites et qui doivent faire attention à tout, alors, évidemment, ça me tracasse. Pour me projeter dans l'avenir il me faudrait une autre source de revenu ». Ses préoccupations plus lointaines : être en mesure d'aider son enfant plus tard ? Acheter un logement ? Il y a beaucoup de points d'interrogation dans sa voix.

« J'imagine devoir travailler jusqu'à soixante-huit ans ; c'est loin, je serai vieille, j'aurai pas grand-chose ! »

« fond, on nous dit de travailler plus pour gagner plus, et ça, ça me fait peur ». Le 5 décembre, Framboise n'est pas allée manifester. « Je suis toujours en période d'essai et puis, je n'ai pas trop le temps ». Malgré leurs différences nos trois jeunes collègues partagent une même interrogation : « la retraite ! Est-ce que j'en aurai une un jour ? »

C'est sur un fond d'insécurité matérielle et psychologique que le gouvernement déroule son action, et ce faisant, la nourrit en refusant d'entendre une partie des besoins des générations les plus jeunes. Cette insécurité génère à son tour frustration et colère qui nourrissent le mouvement social contre la réforme des retraites. La mobilisation, démarrée le 5 décembre 2019 chez les salarié.e.s et le 26 novembre chez les étudiant.e.s, a pour objet la défense d'un droit à

l'avenir ; « un avenir choisi et de qualité » précise Mélanie Luce, présidente de l'UNEF, Union Nationale des Étudiants de France. Serait-ce un privilège exorbitant réservé à une minorité ?

* Tous les prénoms ont été modifiés